



PRÉFECTURE DU FINISTÈRE

**Commission Consultative Départementale d'Incendie et de Secours du Finistère
(C.C.D.S.A)**

**Service Départemental d'Incendie et de Secours du Finistère
Groupement Prévention - Evaluation des Risques**

Service ERP Quimper-Chateaulin
58, avenue de Keradennec
29337 Quimper
Tél : 02 98 10 31 82 ou 81
Télécopie : 02 98 10 31 95

Service ERP Brest-Morlaix
27, avenue Foch
29200 Brest
Tél : 02 98 34 55 29 ou 56 43
Télécopie : 02 98 34 55 79

Mél. : grpt.prevention-evaluationdesrisques@sdis29.fr

Dossier suivi par l'Adjudant-chef Joël Ledru

**Procès-verbal de visite Périodique
ERP de 3e catégorie**

Avis de la commission de sécurité de l'arrondissement de Quimper

Le groupe de visite de la commission de sécurité de l'arrondissement de Quimper a visité
l'établissement le jeudi 1^{er} septembre 2022

Dénomination	Pôle universitaire Per Jakez Hélias - C (Gymnase et centre de vie étudiante)	
Adresse	19 Avenue de La Plage des Gueux - 29000 Quimper	
Activité	Salle omnisports et polyvalente	
N° de dossier Prévention	42078.C	
Classement	Types : X - (L)	Catégorie : 3 ^{ème}

En application des articles R 123.49 du Code de la Construction et de l'Habitation et 42 du décret du 8 mars 1995 modifié relatif à la C.C.D.S.A, le maire doit notifier le résultat de sa visite et sa décision à l'exploitant soit par voie administrative, soit par lettre recommandée avec accusé de réception.

A Textes réglementaires applicables

- Code de l'Urbanisme
- Code de la Construction et de l'Habitation (CCH)
- Décret n°95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité (C.C.D.S.A)
- Arrêté n°2019101-0001 du 11 avril 2019 du Préfet du Finistère relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité
- Articles GN (dispositions applicables à tous les établissements recevant du public - Livre I du règlement de sécurité)
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public
- Arrêté Préfectoral n° 29-2021-01-12-006 du 12 janvier 2021 portant approbation du Règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie ;
- Arrêté du 5 février 2007 (applicable à compter du 22 juin 2007) modifié relatif aux établissements de type L
- Arrêté du 4 juin 1982 modifié relatif aux établissements de type X

B Historique - Dérogations

Date	Événement	Observation
06/12/2016	Procès-verbal de visite périodique	Avis favorable

C Description sommaire

Défense extérieure contre l'incendie (DECI)

PI/BI/REI	Numéro	Débit/Volume (m ³ /h, m ³)	Distance (m)	Conformité
PI	5768	185m ³ /h	<150m	Conforme
PI	5756	201m ³ /h	<150m	Conforme

Descriptif

Il s'agit d'un bâtiment isolé de construction traditionnelle en rez-de-chaussée dont l'aménagement se définit comme suit :

- Aire d'activité sportive de 1 066m
- Salle d'animation de 121m²
- Local attente médecin
- Local service social
- Local rangement
- Bureaux
- Infirmerie
- Sanitaires, vestiaires et chaufferie

Desserte	2 façades accessibles 1 voie « engin »
Isolement tiers	Vis à vis >8m
Structures	Structure SF : 1/2 h (béton armé)
Toiture	Charpente : Bois visible ou SF 1/2 heure Couverture : Bacs acier
Façades	Bardage métallique
Distribution intérieure	Cloisonnement traditionnel
Locaux à risques particuliers	Importants : Chaufferie Moyens : Ménage/TGBT
Dégagements	Voir tableau
Désenfumage des locaux	Néant
Chauffage	1 Chaufferie > 70kw + panneaux rayonnants eau chaude
Ventilation / Climatisation	VMC simple flux
Gaz utilisé	Gaz naturel
Locaux alimentés en gaz	Chaufferie
Electricité	Réseau public/TGBT
Eclairage de sécurité	Blocs autonomes d'éclairage d'évacuation et d'ambiance
Moyens d'extinction internes	Extincteurs portatifs
Service de sécurité	Personnes désignées par l'exploitant
Alarme	Type 1 avec UGA dissocié
Alerte	Téléphone urbain

D Calcul des effectifs - Classement - Dégagements

Effectifs

L'effectif du public a été calculé en prenant en application les articles GN 1 - GN 2 du règlement de sécurité et des dispositions particulières.

Niveau	Désignation du local	Surface	Article	Mode de calcul	Effectif public	Effectif personnel	Effectif total
Rez-de-chaussée	Aire d'activité	1 066m ²	X 2	1p/4m ²	266	0	266
Rez-de-chaussée	Salle d'animation	121m ²	L 3	1p/m ²	121	0	121

Le bâtiment peut accueillir 387 personnes.

Classement

Types: X - (L)	Catégorie : 3 ^{ème}
----------------	------------------------------

Dégagements

Niveau	Désignation du local	Effectif	Nbre de sorties réglementaires	Nbre de sorties réelles	Largeur réglementaire	Largeur réelle
Rez-de-chaussée	Aire d'activité	266	2	3	4 UP	8 UP
Rez-de-chaussée	Salle d'animation	121	2	2	3 UP	6 UP
Rez-de-chaussée	Établissement	387	2	4	5 UP	12 UP

E Vérifications techniques

Les renseignements ci-dessous proviennent de documents présentés par le chef d'établissement (registre de sécurité, rapport de vérifications...).

Installations thermiques	Date	Contrôleur	Observation
Chaudières CH 58 (annuelle par un TC)	05/07/2022	IDEX	Aucune
Evacuation des produits de combustion (ramonage) CH 57 (annuelle par un TC)	05/07/2022	IDEX	Aucune
Ventilation mécanique contrôlée CH 58 (annuelle par un TC)	04/10/2021	SERVICE DIRECTION DU PATRIMOINE	Aucune

Installations de gaz combustibles et hydrocarbures liquéfiés	Date	Contrôleur	Observation
Distribution gaz GZ 30 (annuelle par un TC)	24/05/2022	SOCOTEC	1 observation
Locaux (ventilation et évacuation des produits de combustion) GZ 30 (annuelle par un TC)	24/05/2022	SOCOTEC	Aucune

Installations électriques	Date	Contrôleur	Observation
Sécurité du public EL 19 (annuelle par un TC)	16/05/2022	VERITAS	1 observation
Sécurité des travailleurs EL 4 (annuelle par un TC)	16/05/2022	VERITAS	4 observations
Eclairage (normal, sécurité, remplacement) EC 15 (annuelle par un TC)	30/03/2022 16/05/2022	MR BERJON VERITAS	1 observation

Moyens de secours contre l'incendie	Date	Contrôleur	Observation
Extincteurs MS 73 (annuelle par un TC)	10/11/2021	EUROFEU	Aucune
Alarme MS 73 (annuelle par un TC)	13/07/2021	SIEMENS	Aucune

F Exploitation

Affichage des plans des locaux

A jour

Affichage et formalisation dans le registre de sécurité des consignes générales ou particulières
--

A jour

La commission de sécurité conseille de maintenir en position fermée les portes des locaux ou circulations en période nocturne. Cette disposition simple permet de limiter la propagation des fumées et des gaz de combustion. En fonction des impératifs liés à l'exploitation, cette recommandation vaut aussi pour les locaux d'hébergement.

Formation du personnel et du service de sécurité incendie (connaissance et mise en œuvre des organes de secours : alarme incendie, désenfumage, moyen d'extinction, coupure des fluides...)

Actions de formation : Voir procès-verbal du bâtiment A

Organisation de la sécurité incendie (gestion de l'alarme, de l'alerte des secours, évacuation du public et personnel)
--

Voir procès-verbal du bâtiment A

Date du dernier exercice d'évacuation

Voir procès-verbal du bâtiment A

Registre de sécurité (R 123-51) sur lequel sont reportés les renseignements indispensables à la bonne marche du service de sécurité, et en particulier :
--

- l'état du personnel chargé du service d'incendie ;
- les diverses consignes générales et particulières établies en cas d'incendie y compris les consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap ;
- les dates des divers contrôles et vérifications techniques ainsi que les observations auxquelles ceux-ci ont donné lieu ;
- les dates des travaux d'aménagement et de transformation, leur nature, les noms du ou des entrepreneurs et, s'il y a lieu, de l'architecte ou du technicien chargé de surveiller les travaux.

Mesures mises en œuvre pour répondre aux dispositions permettant l'évacuation des personnes en situation de handicap
--

En application de l'article R123-48 du CCH, le groupe de visite a évoqué avec l'exploitant les mesures mises en œuvre pour répondre aux dispositions permettant l'évacuation des personnes en situation de handicap.

Établissement concerné par les mesures de mise en sécurité des personnes en situation de handicap : les principes fondamentaux d'évacuation définis par l'article GN8 sont pris en considération et réalisés dans l'établissement. En cas d'incendie, les mesures prévues sont les suivantes :

- Aide humaine disponible en permanence pour participer à l'évacuation ;

Rappel des opérations à réaliser en cours d'exploitation

Une fiche rappelant les opérations à effectuer en cours d'exploitation ainsi que des modèles d'attestation de vérification des installations techniques sont accessibles en téléchargement sur le site internet du SDIS du Finistère (<http://www.sdis29.fr>) dans l'espace prévention.

G Résultats d'essais ponctuels réalisés lors de la visite

Arrêt d'urgence électrique	Concluant
Éclairage de sécurité	Concluant
Issues de secours	Concluant
Alarme incendie	Concluant

H Modifications réalisées

Le chef d'établissement ou son représentant précise à la commission de sécurité que l'établissement n'a subi aucune modification depuis la dernière visite de sécurité.

I Prescriptions

Prescriptions à exécuter

N°1 : Remettre en état de fonctionnement le phare d'éclairage d'ambiance de la salle principale (Art R.143-34)

J Avis

Dénomination	Pôle universitaire Per Jakez Hélias - C (Gymnase et centre de vie étudiante)	
Adresse	19 Avenue de La Plage des Gueux - 29000 Quimper	
Activité	Salle omnisports et polyvalente	
N° de dossier Prévention	42078.C	
Classement	Types : X - (L)	Catégorie : 3 ^{ème}

Après avoir pris connaissance des éléments suivants :

- les textes réglementaires applicables,
- les documents présentés lors de la visite,
- les vérifications techniques réglementaires réalisées ou non,
- les conditions d'exploitation,
- l'analyse des prescriptions,
- les modifications réalisées,

La Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Quimper
émet, en date du **Mardi 11 octobre 2022** après délibération, dans le domaine de la sécurité incendie,
un avis

Favorable —Défavorable—
à la poursuite de l'activité de l'établissement

La Présidente de la Commission,



Mélanie ROBO

Dans le cadre d'un établissement dépendant de personnes de droit public, une copie doit être adressée à l'administration concernée - article R 123-16 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Les destinataires du présent procès verbal sont avisés que les données figurant sur ce document sont prévues à l'article 2 de l'arrêté du 22 janvier 1998, relatif à la création dans les préfectures d'un traitement automatisé de gestion de la liste départementale des Etablissements Recevant du Public.